

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions/Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
Building S-111
CFB Petawawa
Petawawa
Ontario
K8H 2X3
Bid Fax: (613) 687-6656

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of the
Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication
contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada Supply
and Services Operation
Petawawa Procurement
Building S-111
CFB Petawawa
Petawawa
Ontario
K8H 2X3

Title - Sujet SOA/Dust Control		
Solicitation No. - N° de l'invitation W0107-13C391/A		Date 2014-03-28
Client Reference No. - N° de référence du client W0107-13CB391		Amendment No. - N° modif. 001
File No. - N° de dossier PET-3-39021 (903)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$PET-903-1262		
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale		2014-03-12
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-04-22		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Harrington, Mary-Lou		Buyer Id - Id de l'acheteur pet903
Telephone No. - N° de téléphone (613) 687-0789 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 687-6656	
Delivery Required - Livraison exigée		
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Department of National Defence Engineer Services Squadron Bldg S-111 Garrison Petawawa, Ontario K8H 2X3		
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

MODIFICATION N° 1
OCIR – CONTRÔLE DE LA POUSSIÈRE, GARNISON PETAWAWA

La présente modification vise à AJOUTER l'annexe B, Énoncé des travaux, qui avait été omise, au document de la demande d'offres à commandes.

INSÉRER:

ANNEXE B
ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Spécifications pour l'épandage de
produit anti-poussière au 2 GSS de la Garnison Petawawa

1. Description

1.1. Le présent énoncé des besoins concerne la fourniture intégrale de la supervision, de la main-d'œuvre, de l'équipement et des outils nécessaires à l'approvisionnement, au transport et à l'épandage d'environ 800 000 litres de chlorure de calcium liquide annuellement sur environ 90 kilomètres de route en gravier dans le secteur d'entraînement du 2 GSS de la Garnison Petawawa au fur et à mesure des besoins.

2. Normes

- 2.1. Loi canadienne sur la protection de l'environnement
- 2.2. Loi canadienne sur l'évaluation environnementale
- 2.3. DOAD 4003-2 Évaluation environnementale
- 2.4. Loi sur les espèces en péril
- 2.5. Loi sur les pêches
- 2.6. Code canadien du travail
- 2.7. CAN/CGSB 15.1-92
- 2.8. OPSS 506 et 2501
- 2.9. Tableau d'accès et d'utilisation des champs de tir et des secteurs d'entraînement (annexe A)
- 2.10. Évaluation environnementale de diligence raisonnable (fournie à la réunion préalable aux travaux)

3. Dangers prévisibles sur le site

3.1 Les articles 29 et 30 de la Partie III de la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, L.R.O. 1990, énumèrent les exigences législatives à respecter de la part du Canada (en

tant que propriétaire d'un bien de travail ou d'un chantier) dans ses rapports directs et indirects avec des personnes, autres que des employés, sur les lieux de travail. Le fournisseur de services doit se conformer à l'ensemble de ses responsabilités en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, L.R.O. 1990.

3.2 Bien qu'il n'incombe pas au Canada de faire respecter la Loi sur la santé et la sécurité de l'Ontario, L.R.O. 1990, celui-ci a l'intention d'être proactif dans l'exercice de son obligation de diligence raisonnable pour la santé et la sécurité de ses employés ainsi que de ses fournisseurs de services. Avant le début des travaux, le Canada exigera du fournisseur de services un plan de sécurité adapté à la tâche et au site, peu importe les obligations du fournisseur en vertu de la Loi sur la santé et sécurité au travail de l'Ontario.

- i) Cela signifie que les petits fournisseurs qui ne sont pas tenus par les lois provinciales de préparer un programme annuel de santé et sécurité le seront dans le cadre de ce marché.
- ii) Le Canada va définir les tâches communes associées à des risques de niveau moyen à élevé. Chaque partie des travaux devrait être envisagée individuellement afin d'établir les exigences de sécurité pertinentes et les obligations de diligence raisonnable. L'examen par le fournisseur de services et le plan de sécurité qui en découle et qui sera communiqué au Canada et à ses employés ne devrait pas se limiter à un simple plan générique. Chaque situation doit faire l'objet de dispositions particulières écrites adaptées au projet à effectuer.
- iii) Le Canada va exiger des plans de sécurité adaptés à la tâche avec preuve de présence de tous les employés du fournisseur de services, des employés des sous-traitants, et si nécessaire, du personnel concerné du Canada ayant participé à la séance d'information sur la sécurité connexe. Le plan de sécurité adapté à la tâche dont il est question ici sera fondé sur l'évaluation des risques associés au marché/à la tâche.

3.3 La diligence raisonnable du Canada sera exercée par le responsable du projet qui vérifiera que le fournisseur de services :

- i) possède un programme de sécurité établi, à jour et en vigueur à l'égard de tous les employés visés par le contrat;
- ii) respecte toutes les règles pertinentes de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT);
- iii) a préparé un plan de sécurité particulier à la tâche/au marché et l'a communiqué aux employés sur le site;
- iv) assure sa propre supervision de la sécurité dans le cadre du projet;
- v) réalise les travaux de manière sécuritaire et utilise le bon matériel de protection.

3.4 Si le responsable du projet est d'avis que le fournisseur de services exécute les travaux d'une façon qui est contraire aux exigences de la réglementation pertinente sur la sécurité.

i) Il signalera le risque au responsable du fournisseur de services désigné dans le plan de sécurité.

ii) Si la pratique non sécuritaire continue, le chargé de projet pourra suspendre le travail jusqu'à ce que le fournisseur de services corrige la situation. Aucun dédommagement ne sera versé au fournisseur pour les arrêts de travail causés par les pratiques non sécuritaires de ses employés.

iii) Le Canada peut exiger que le fournisseur de services remplace ses employés si ceux-ci adoptent continuellement des pratiques non sécuritaires.

3.5 Risques courants de niveau moyen à élevé

iv) La liste qui suit n'est pas exhaustive, mais énumère plutôt les dangers les plus courants. Le fournisseur de services doit cerner tous les risques connus et les communiquer par écrit à ses employés et à toute autre personne concernée avant le début des travaux. Les travaux ne peuvent, en aucune circonstance, commencer avant qu'un plan de sécurité adapté à la tâche n'ait été approuvé dans le cas de travaux comportant les dangers ci-après :

(1) Exposition à des munitions explosives non explosées (UXO). Lorsque le travail concernant le présent besoin se déroule dans un établissement militaire, il y a un risque que des UXO soient présentes. Il existe des risques d'UXO connus au 2 GSS de la Garnison Petawawa et à la BFC Borden. Chaque base a une procédure écrite d'accès aux zones comportant des dangers connus d'exposition aux UXO. Même dans les zones qui n'exigent pas une formation spéciale liée aux UXO, les fournisseurs de services doivent s'assurer d'informer tous les membres de leur personnel que s'ils voient, dans n'importe quelle circonstance, ce qui pourrait être une UXO, ils ne doivent pas investiguer davantage, mais doivent quitter le secteur et informer les autorités compétentes.

(2) Excavation - Une planification soigneuse et un soin extrême sont requis avant le début de tout travail d'excavation (manuelle ou mécanique).

(3) Exposition à de hautes tensions/des éclairs d'arc - De nombreuses installations du Canada exploitent leur propre système de distribution de l'électricité qui combine des lignes à haute tension souterraines et aériennes. Une planification soigneuse et un soin extrême sont requis non seulement lorsqu'on travaille directement sur le matériel électrique, mais également dans le cadre des tâches qui peuvent causer une exposition prévue ou imprévue à des systèmes électriques sous tension.

(4) Travail en hauteur - Le Canada compte divers types de structures comme des bâtiments, des tours, des trous d'homme et des installations d'instruction qui comportent un risque de chute pour les personnes. Une planification soigneuse et un soin extrême sont requis dans l'exécution de toutes les tâches comportant un risque de chute. Le présent énoncé des besoins touche non seulement le travail exécuté en altitude, mais aussi le travail exécuté au sol (par exemple à proximité d'un trou d'homme ou sur un pont).

(5) Travaux dans un espace clos - Les installations du Canada comportent plusieurs types d'espaces clos. Une planification soigneuse et un soin extrême sont requis dans l'exécution de toutes les tâches comportant des risques associés à un espace clos. Les fournisseurs de services doivent respecter la politique d'accès aux espaces clos du Canada, y compris les procédures relatives aux permis d'entrée.

(6) Travail à chaud - Dans les installations du Canada, un permis de travail à chaud est requis pour toutes les activités énumérées dans le processus de permis pour travail à chaud du poste d'incendie. Une planification particulièrement rigoureuse doit avoir lieu pour tous les projets où il existe un risque de blessure ou d'incendie découlant du travail à chaud. De nombreuses installations du Canada utilisent des systèmes de vapeur à haute et à basse pression aux fins du chauffage central. Une planification soigneuse et un soin extrême sont requis dans l'exécution de toutes les tâches comportant les risques associés au travail sur les conduites de vapeur ou à proximité immédiate de celles-ci.

(7) Travaux exigeant l'utilisation de produits chimiques - De nombreux projets nécessitent l'utilisation de produits chimiques. Tous les projets comportant des risques associés à l'utilisation de produits chimiques doivent être planifiés avec le plus grand soin. Les fiches signalétiques de tous les produits chimiques utilisés doivent être conservées sur le lieu des travaux. Outre les questions liées à la sécurité des personnes, il faut porter attention à la réaction chimique créée lorsqu'un produit chimique entre en contact avec une surface. Par ailleurs, les produits chimiques du fournisseur de services ne doivent en aucun cas être éliminés dans un endroit ou un système situé au Canada.

(8) Contrôle de la circulation - Dans de nombreuses installations, le Canada possède son propre réseau routier et ses propres services d'intervention d'urgence. Le fournisseur de services ne doit en aucun cas fermer ou limiter la circulation sans les approbations pertinentes. Ces approbations permettent aux intervenants d'urgence de modifier leurs itinéraires en cas d'urgence. En plus du réseau routier, le Canada a de nombreux stationnements très fréquentés et des zones réservées aux véhicules militaires. Une planification soigneuse et un soin extrême sont requis dans l'exécution de toutes les tâches comportant des risques associés à la circulation à proximité des employés du fournisseur de services.

(9) Exposition aux appareils sous pression - De nombreuses installations du Canada contiennent des appareils sous pression réglementés dans des secteurs comme les systèmes de chauffage, les chaudières et les fabriques de glace. Le fournisseur de services doit s'assurer qu'une

personne compétente est présente en tout temps au moment de l'installation et de l'entretien des appareils sous pression. Une planification soigneuse et un soin extrême sont requis dans l'exécution de toutes les tâches comportant des risques associés au travail sur des appareils sous pression ou à proximité immédiate de ceux-ci.

(10) Exigence de verrouiller les sources d'énergie potentielles - Les installations du Canada contiennent de nombreuses sources potentielles d'énergie électrique et mécanique. Il est essentiel que le fournisseur de services connaisse toutes les sources d'énergie potentielle pour chaque projet et s'assure qu'un processus est en place pour les verrouiller. Éteindre un appareil sans le verrouiller n'est pas une mesure acceptable. Une planification particulièrement rigoureuse doit avoir lieu pour tous les projets où des risques associés aux sources d'énergie électromécaniques sont présents.

(11) Autres - Au moment d'effectuer le travail, si d'autres risques connus sont présents, le responsable technique et le fournisseur de services détermineront ces risques ensemble et veilleront à ce qu'ils soient couverts par le plan de sécurité propre au lieu de travail.

4. Exigences techniques

4.1. Tout le personnel employé dans le cadre du présent énoncé des besoins doit assister à une séance de sensibilisation aux munitions explosives non explosées avant tout travail sur le site. En aucun cas une personne qui n'a pas assisté à une séance ne pourra travailler au présent énoncé des besoins. La politique de zone d'entraînement de base est jointe au présent document.

4.2. Les fournisseurs de services et leurs employés doivent respecter les ordres et les procédures de sécurité de la zone d'entraînement et du champ de tir du 2 GSS de la Garnison Petawawa comme indiqué par l'officier contrôleur des champs de tir. En aucun moment le fournisseur de leur personnel ne devra entrer dans la zone d'entraînement ou en sortir sans vérifier le contrôle de champ de tir. Le fournisseur de services doit respecter les ordres permanents du champ de tir en tout temps lorsqu'il travaille dans la zone d'entraînement et de champ de tir. Un exemplaire peut être obtenu par l'officier contrôleur des champs de tir.

4.3. L'équipement doit fournir un épandage uniforme et pouvoir être réglé pour répandre la quantité de produit voulue sur une largeur adéquate. Le camion-citerne doit être pourvu d'un éjecteur d'une largeur minimale de 3 mètres et réglable pour épandre de 2 500 à 5 000 litres par kilomètre, selon divers facteurs comme les conditions routières et l'emplacement de la route. La quantité moyenne de produit est évaluée à 2 500 litres par kilomètre.

4.4. La période de commandes subséquentes devrait s'étendre d'avril à septembre, chaque année, selon les conditions météorologiques et les besoins opérationnels.

4.5. Le fournisseur de services doit intervenir dans un délai de 72 heures après l'heure à laquelle la commande subséquente est passée.

4.6. Le camion du fournisseur doit se déplacer et tourner seulement sur les routes entretenues. Les accotements et les routes d'accès aux secteurs d'entraînement ne sont normalement pas conçus pour résister au poids des camions.

4.7. Le fournisseur de services doit utiliser une solution liquide de chlorure de calcium à 35 % pour l'épandage.

5. Exigences environnementales

5.1. Les exigences environnementales dépendent de l'évaluation environnementale de diligence raisonnable concernant l'épandage de produit anti-poussière de la Base. L'évaluation environnementale sera effectuée par le 2 GSS de la Garnison Petawawa et fournira des mesures d'atténuation précises pour protéger les cours d'eau, les habitats fragiles et la faune sauvage désignés.

5.2. Le fournisseur de services doit assister à la réunion préalable aux travaux pour prendre connaissance des secteurs fragiles et des mesures d'atténuation spécifiques prévues dans l'évaluation environnementale de diligence raisonnable pour les routes où un épandage est nécessaire. Lors de la réunion préalable aux travaux, l'autorité technique remettra au fournisseur de services une copie de l'évaluation environnementale, une carte des secteurs fragile et un document indiquant les mesures d'atténuation qu'il doit suivre.

5.3. Les mesures d'atténuation sont notamment les suivantes :

- " Pas d'épandage à moins de 30 m des cours d'eau et des habitats fragiles désignés;
- " Largeur d'épandage de moins de 8 m dans les 30 m des habitats fragiles désignés;
- " Pas d'épandage à moins de 15 m de tout animal aperçu sur la route.
- " Aires d'arrivée/de préparation à plus de 30 m des secteurs fragiles;
- " Extinction des éjecteurs lorsque le camion est à l'arrêt pour éviter de déverser une quantité trop importante de solution quel que soit le secteur.